

Repensons l'Etat : où en sommes-nous ?

Alain Beuret (PVL)

Le débat sur les effectifs et les salaires de l'administration cantonale est récurrent. De nombreuses interventions sont régulièrement déposées à ce sujet, mettant la pression sur les employé-es de l'Etat.

Une diminution des effectifs et des salaires ne résoudra pas les problèmes constatés. Certaines prestations peuvent peut-être être réalisées autrement voire abandonnées. D'un autre côté, certaines

places de travail perdent en attractivité et trouvent difficilement preneur. Si nous voulons donner envie

aux jeunes de (re)venir s'installer dans le Jura, cela passe aussi par des postes attractifs à l'Etat.

Depuis l'abrogation du statut de fonctionnaire - il y a plus de dix ans - presque rien n'a été entrepris dans le domaine des ressources humaines. Plutôt que de chercher des coupes budgétaires à court terme, nous pensons que l'État jurassien doit se doter d'une politique de ressources humaines ambitieuse et attractive. Cette dimension doit être examinée dans le cadre du projet « repenser l'Etat »

dont on entend parler depuis longtemps déjà mais dont on peine encore à percevoir les contours.

Une politique efficace et motivante de ressources humaines ne passe pas que par le salaire. Un environnement de travail sain et stimulant, un management basé sur la confiance et la valorisation des

compétences permettent aux employé-es de se sentir mieux et d'être plus productif-ves. Cela est perceptible très concrètement avec un taux d'absentéisme et de maladies de longue durée plus bas.

Un grand défaut de notre administration cantonale est son fonctionnement en silo et sa lourdeur hiérarchique qui fait perdre du temps et de l'énergie. Plutôt que de raisonner en termes d'effectif global

pour l'administration, il serait sans doute plus judicieux de donner de l'autonomie aux services, tout en

respectant le cadre général fixé, notamment la grille salariale. L'organisation du travail en petites équipes flexibles encourage l'autonomie et l'innovation. Elle permet davantage de collaboration et de

flexibilité et globalement plus d'efficacité.

En matière d'égalité, il existe également une importante marge de progression pour permettre aux employé-es de mieux concilier vie familiale et professionnelle, tant pour les femmes que pour les hommes. Ces derniers sont encore trop peu nombreux à pouvoir réduire leur temps de travail à (l'arrivée d'un enfant, ce qui contribue à entretenir le schéma traditionnel du couple où madame travaille

à temps partiel et monsieur à plein temps. Une offre de garde d'enfants sur le lieu de travail, la possibilité de télétravailler une partie du temps, l'égalité salariale entre femmes et hommes, le recours

au temps partiel et au partage de poste - aussi pour les hommes - sont des mesures envisageables. L'Etat doit montrer l'exemple dans ce domaine.

Nous invitons le Gouvernement à répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le calendrier actuel du projet « repenser l'Etat » (communication des mesures proposées, mise en consultation, décisions, mise en œuvre) ?
2. Quelles sont les mesures envisagées au stade actuel en termes de ressources humaines (organisation, conduite) ?
3. Quelles sont plus particulièrement les mesures envisagées en termes d'égalité, notamment pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle ?
4. Envisage-t-on davantage d'autonomie décisionnelle pour les services de l'Etat ou au contraire entend-on continuer avec le schéma organisationnel actuel ?
5. Quels sont les coûts engagés (charges financières et charges salariales) jusqu'à présent pour le projet « repenser l'Etat » ?
6. Quel bilan tire le Gouvernement entre les coûts engendrés et les bénéfices obtenus ou attendus ?

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Alain Beuret (PVL)

Co-signataires

- Sophie Guenot (PCSI)
- Ismaël Vuillaume (PVL)
- Vincent Wermeille (PCSI)
- Emilie Moreau (PVL)
- Vincent Eggenschwiler (PCSI)
- Patrick Chapuis (PCSI)
- Raoul Jaeggi (PVL)
- Quentin Haas (PCSI)
- Vincent Hennin (PCSI)
- Blaise Schüll (PCSI)
- Thomas Schaffter (PCSI)
- Géraldine Beuchat (PCSI)
- Suzanne Maitre (PCSI)

Intervention déposée officiellement le 28 avril 2021

Documents annexés

- I964.pdf

Repensons l'Etat : où en sommes-nous ?

Le débat sur les effectifs et les salaires de l'administration cantonale est récurrent. De nombreuses interventions sont régulièrement déposées à ce sujet, mettant la pression sur les employé-es de l'Etat. Une diminution des effectifs et des salaires ne résoudra pas les problèmes constatés. Certaines prestations peuvent peut-être être réalisées autrement voire abandonnées. D'un autre côté, certaines places de travail perdent en attractivité et trouvent difficilement preneur. Si nous voulons donner envie aux jeunes de (re)venir s'installer dans le Jura, cela passe aussi par des postes attractifs à l'Etat.

Depuis l'abrogation du statut de fonctionnaire – il y a plus de dix ans – presque rien n'a été entrepris dans le domaine des ressources humaines. Plutôt que de chercher des coupes budgétaires à court terme, nous pensons que l'Etat jurassien doit se doter d'une politique de ressources humaines ambitieuse et attractive. Cette dimension doit être examinée dans le cadre du projet « repenser l'Etat » dont on entend parler depuis longtemps déjà mais dont on peine encore à percevoir les contours.

Une politique efficace et motivante de ressources humaines ne passe pas que par le salaire. Un environnement de travail sain et stimulant, un management basé sur la confiance et la valorisation des compétences permettent aux employé-es de se sentir mieux et d'être plus productif-ves. Cela est perceptible très concrètement avec un taux d'absentéisme et de maladies de longue durée plus bas.

Un grand défaut de notre administration cantonale est son fonctionnement en silo et sa lourdeur hiérarchique qui fait perdre du temps et de l'énergie. Plutôt que de raisonner en termes d'effectif global pour l'administration, il serait sans doute plus judicieux de donner de l'autonomie aux services, tout en respectant le cadre général fixé, notamment la grille salariale. L'organisation du travail en petites équipes flexibles encourage l'autonomie et l'innovation. Elle permet davantage de collaboration et de flexibilité et globalement plus d'efficacité.

En matière d'égalité, il existe également une importante marge de progression pour permettre aux employé-es de mieux concilier vie familiale et professionnelle, tant pour les femmes que pour les hommes. Ces derniers sont encore trop peu nombreux à pouvoir réduire leur temps de travail à l'arrivée d'un enfant, ce qui contribue à entretenir le schéma traditionnel du couple où madame travaille à temps partiel et monsieur à plein temps. Une offre de garde d'enfants sur le lieu de travail, la possibilité de télétravailler une partie du temps, l'égalité salariale entre femmes et hommes, le recours au temps partiel et au partage de poste – aussi pour les hommes – sont des mesures envisageables. L'Etat doit montrer l'exemple dans ce domaine.

Nous invitons le Gouvernement à répondre aux questions suivantes :

- 1. Quel est le calendrier actuel du projet « repenser l'Etat » (communication des mesures proposées, mise en consultation, décisions, mise en œuvre) ?**
- 2. Quelles sont les mesures envisagées au stade actuel en termes de ressources humaines (organisation, conduite) ?**
- 3. Quelles sont plus particulièrement les mesures envisagées en termes d'égalité, notamment pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle ?**
- 4. Envisage-t-on davantage d'autonomie décisionnelle pour les services de l'Etat ou au contraire entend-on continuer avec le schéma organisationnel actuel ?**
- 5. Quels sont les coûts engagés (charges financières et charges salariales) jusqu'à présent pour le projet « repenser l'Etat » ?**
- 6. Quel bilan tire le Gouvernement entre les coûts engendrés et les bénéfices obtenus ou attendus ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

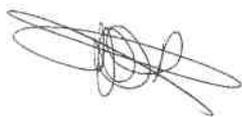
Pour le groupe PCSI – Vert'lib



Alain Beuret

Annexe : co-signataires

Cosignataires



Emilie Moreau



Alain Beuret



Ismaël Vuillaume



Raoul Jaeggi
Suzanne Maître



Blaise Schüll



Géraldine Beuchat



Thomas Schaffter



Vincent Hennin



Quentin Haas



Sophie Guenot



Vincent Eggenschwiler



Patrick Chapuis



Vicent Wermeille